

3090 enseignants d'ici mardi 13 octobre ?

De qui se moque le ministre ?

Le ministre Geffray a annoncé le recrutement en urgence de 3000 enseignants d'ici mardi 13 octobre pour répondre à la demande des lycéens et des syndicats enseignants de pourvoir les postes et garantir les enseignements dus aux élèves.

Pour ceux qui ne font pas partie du monde mystérieux de l'Education nationale, une telle annonce laisse à penser que 3000 enseignants seraient payés à ne rien faire depuis la rentrée au lieu d'assurer le remplacement de ceux qui sont absents. Après la propagande mensongère sur le salaire moyen des enseignants à 3090€, le dénigrement des profs continue : payés à ne rien faire, ou toujours absents !

DES MOYENS POUR LES LYCÉES !!



Tout le monde s'interroge.

Comment en si peu de temps le ministre peut-il faire affecter ou recruter autant d'enseignants par les rectorats ? Va-t-il faire travailler les services du rectorat pendant le week-end ? Ces mêmes services vont-ils contacter les TZR et les contractuels pendant leur week-end ?

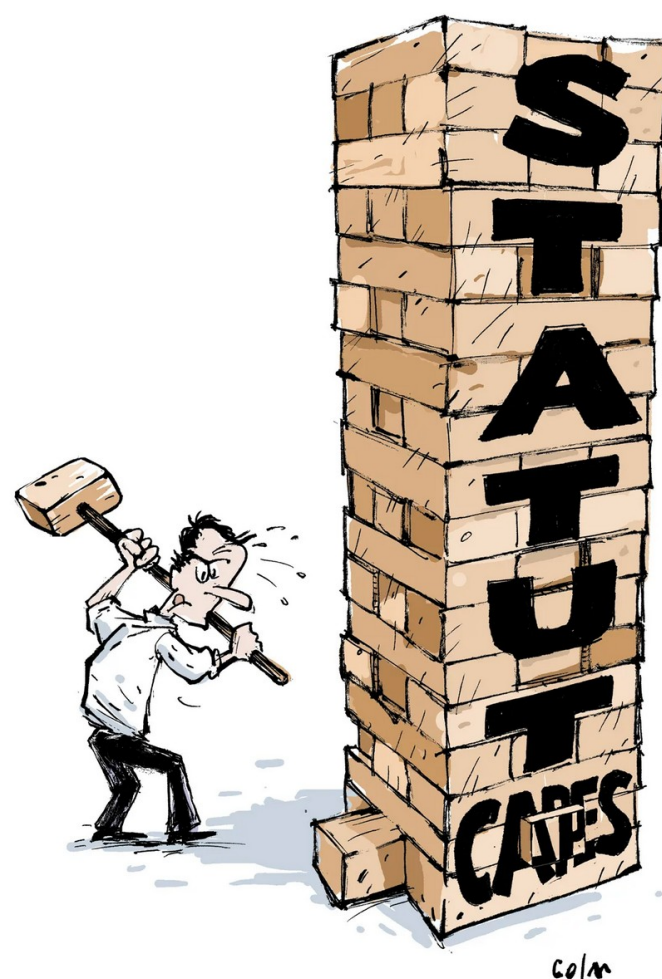
Le ministère répond :

Il dispose maintenant d'une application informatique qui permet de centraliser par établissement les postes non pourvus et les heures de cours non assurées. Il précise qu'en faisant appel à l'intelligence artificielle, il va agglomérer des services incomplets de TZR. Par exemple, en TZR affecté sur un remplacement de 12h pourrait donc être appelé à compléter son service pour 6h dans un lycée et assurer une partie des cours aux élèves qui attendent toujours d'avoir un professeur dans cette discipline.

Au passage, le ministre s'en prend aussi aux gestionnaires des bureaux du remplacement dans les rectorats, dont c'est pourtant le travail depuis les mois de juillet et d'août. Mais la réalité, c'est que si cela avait été possible depuis la rentrée, ils l'auraient fait !

En effet, comment envoyer un TZR sur plusieurs établissements maintenant que les emplois du temps sont établis et qu'ils ne sont sans doute pas compatibles entre eux ? Un TZR, malgré tous ses talents, n'a pas encore le don d'ubiquité.

Selon les premiers retours que nous avons des collègues qui ont été contactés par certains rectorats, c'est une offensive sans précédent contre les droits et les statuts des TZR. Ainsi, on leur demande d'assurer des remplacements hors de leur zone d'affectation ou même dans une autre discipline que la leur. Une TZR de maths a été affectée en lettres modernes, on a demandé à une contractuelle d'arts plastiques d'assurer les cours de technologie... De même, les rectorats placent des TZR en sous service « à disposition des chefs d'établissement » qui seront chargés de les placer devant les élèves en cas d'absence imprévue, quelle que soit la discipline à remplacer.



Du moment qu'il y a un adulte devant la classe, on espère faire croire aux parents que les élèves ont un professeur...

Ce n'est pas en piétinant les statuts, la qualification et les conditions de travail des enseignants que l'on va rendre le métier attractif et attirer des vocations. Ce ne seront pas 3000 postes qui resteront à pourvoir à la rentrée prochaine avec un tel mépris et de telles méthodes, mais 3 fois plus !

Le SNFOLC59 invite les personnels confrontés à de telles pressions de demander l'appui du syndicat.

Les 3000 enseignants manquants sont les 3000 contractuels non réemployés à cette rentrée

Les 3000 enseignants non affectés ce sont les 3000 contractuels qui ont reçu courant septembre une attestation employeur pour aller pointer au chômage à France Travail. Pendant que les élèves sont entassés à 35 et plus en lycée, les contractuels sont remerciés.

Les rectorats vont-ils les rappeler en s'excusant de les avoir jetés comme des Kleenex ?

Certains ont déjà trouvé du travail ailleurs, pour les autres, quelle raison auront-ils d'aller effectuer un service à l'autre bout du département ou de l'académie, voire sur plusieurs établissements lorsque le gasoil dépasse les 2,35 euros le litre ? Autant demander au rectorat de verser directement leur salaire à Total ou au station essence des supermarchés !

FO revendique le réemploi de tous les contractuels et un plan de titularisation pour tous ceux qui le souhaitent.

**CLASSES SURCHARGÉES, MANQUE D'ENSEIGNANTS, D'AESH, D'AED...
LE MINISTÈRE NE RÉPOND PLUS!**



La promesse du ministre est donc soit un effet d'annonce soit un geste désespéré pour ne pas avouer que les conditions de travail imposées aux personnels comme au lycéens sont scandaleuses, qu'elles sont le résultat des coupes budgétaires successives permises par les réformes successives qu'il a lui-même mises en œuvre depuis 2017, lorsqu'il était à la DGESCO, avant de devenir ministre.

C'est pourtant lui aussi qui a siphonné les DHG des lycées, demandé aux recteurs de faire supprimer les enseignements optionnels ou les enseignements de spécialités qui coûteraient trop chers parce qu'ils ne sont pas remplis à 35 par classe !

Enfumage ministériel :

Le ministre affirme que le budget de l'Education nationale augmente de 1,1 milliard au budget 2027, mais c'est en fait 650 millions en moins si l'on tient compte de l'inflation envisagée par la Banque de France. Il affirme que le budget de l'Education nationale n'a jamais été aussi important, pourtant c'est lui qui a choisi de supprimer des postes en collèges et dans les écoles au lieu de créditer ces budgets pour recruter dans les lycées qui étaient déjà au bord de l'explosion.

Le ministre a créé cette situation et il s'étonne maintenant de la colère des lycéens et des personnels !

A cette crise, le Premier ministre S. Lecornu a répondu jeudi soir en substance : les caisses sont vides et lycéens, vous aurez une réponse fin octobre. En attendant, retournez sagement en classe !

L'un comme l'autre, le 1^{er} ministre et celui de l'éducation nationale, prennent vraiment les lycéens et les personnels pour des imbéciles.

Rien d'étonnant à ce que les syndicats de lycéens et de personnels de l'Education nationale appellent de nouveau à la grève mardi 13 octobre.

Car ce que réclament les personnels, de meilleures conditions de travail, des augmentations de salaires, le respect de leur statut et le recrutement massif d'AESH et d'AED, d'infirmières et d'assistantes sociales, les lycéens le réclament aussi ! Quand le ministre méprise les revendications des lycéens, il bafoue du même coup tous les personnels. Ne le laissons pas faire !

Alors, mardi 13 octobre, jour de la présentation du budget 2027 à l'Assemblée nationale, ne regardons pas les lycéens se battre pour les mêmes revendications que nous, rejoignons-les !

Rendez-vous :

Lille - 12h place Déliot

Lens – 9h30 Place du Cantin (Salengro)

Arras – 9h30, Place Foch

Dunkerque – 10h, Place Jean Bart

Il n'y a qu'une solution pour sortir de la crise : la satisfaction de nos revendications !

Du fric pour l'école publique !